

Le congrès de notre parti, mais aussi les projets de « base commune » soumises aux adhérents suscitent de nombreuses interrogations et de nombreux débats. L'un des questionnements les plus partagés concerne le rapport que doit engager notre parti avec la social-démocratie, et plus largement avec le marché. Face à un Parti Socialiste qui fait achever à notre pays sa mue néolibérale, comment rendre audible un projet communiste ? Comment créer une alternative et rendre caduc les raisonnements qui font du capitalisme un système naturel ?

1/ Naturaliser pour détruire.

Soutenus par les concentrations médiatiques, les responsables politiques de gauche et de droite, ont choisi d'inscrire de manière génétique les mécanismes libéraux dans la parole et l'action publique. La réforme El Khomri est l'un des exemples criant d'une inversion des valeurs qui vise à casser les conquits sociaux et à mettre la loi sous le joug du marché. La primauté de l'accord sur le droit du travail tend à faire de la relation entre Patron et salarié une relation naturelle et d'égalité. Dans le même temps les coups de boutoir donné par la région Ile de France contre le logement social et contre leur concentration dans les villes populaires, est une tentative pour faire passer l'impératif de lutte contre la pauvreté à celle de s'en accommoder à travers le concept de mixité sociale.

Cette offensive n'est pas du seul fait du Parti Socialiste, ou plutôt elle trouve sa source dans le contournement par le monde de la finance et de l'argent de la société française via les institutions européennes. Coalisées aux lobbys et aux élites politiques, elles ont été, et sont encore, les maîtres d'oeuvre de cette destruction. La Poste, les services publics de télécommunications, le rail, l'énergie ont été et sont encore leurs cibles premières. Là encore un cache-nez naturalisant a été utilisé autour des « quatre libertés » et de la nécessité de créer le marché commun.

Ces puissances ont également dicté les réformes territoriales successives dont les derniers ersatz NOTRe et MAPTAM cherchent à déstabiliser les communes et leurs bases populaires. Sous couvert de réorganisation territoriale et avec l'objectif affiché d'économie de gestion elles surfent sur une haine entretenue des fonctionnaires et de l'action publique. Il s'agit d'une casse organisée qui permettra à terme d'étendre la domination du capital sur la démocratie.

2/ Un Parti qui rencontre l'aspiration à l'émancipation de l'individu

Il ne faut pas pour autant minimiser la force du libéralisme, voir même son apport, dans ce qui constitue une révolution individualiste. Le désir d'autonomie collective et individuelle des individus est un nouveau tournant dans la manière d'être au monde. Le mouvement « nuit debout », et la répétition de cette façon d'investir de manière anonyme et déterminée l'espace public, est l'illustration de cette volonté d'une politique renouvelée et d'une certaine défiance face aux organisations collectives constituées.

Le rapport à l'autorité, aux hiérarchies, aux normes, l'évolution dans la façon de conduire sa vie, la sécularisation de l'aspiration au bien être sont aujourd'hui constitutives de chacun. Il s'agit d'une nouvelle force donnée à la personne qui trouve un vecteur puissant dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces aspirations sont en adéquation avec le projet communiste, elles sont même une base nécessaire à la conscience de classe indispensable pour retourner la table.

La philosophie néolibérale conduit à placer cette anthropologie dans le cadre du marché et de la concurrence entre toutes et tous. « L'uberisation » du marché du travail, n'est pas simplement le fait d'une dangereuse firme américaine elle rencontre une aspiration à une certaine liberté au travail basée sur l'évaluation coûts/bénéfice par le travailleur. Il est de notre devoir de prendre en compte cette aspiration en lui permettant de rencontrer les philosophies mutualistes et coopératives. Nous devons pour cela promouvoir une nouvelle façon de considérer le travail et la production.

La fin du salariat est aujourd'hui un horizon porté par une génération qui n'accepte plus d'être placée sous un rapport de domination. Le mot d'ordre d'abolition du salariat du Parti Bolchevik doit être réactualisé pour ouvrir de nouveaux horizons. Pour contrer l'ambition capitaliste de travailleurs atomisés et déshumanisés nous devons clamer haut et fort que notre but est d'instaurer une société de travailleurs libres. Pour cela il nous faut développer un discours autour d'outils qui aujourd'hui gagnent du terrain dans les consciences comme le salaire à vie et la socialisation des profits et des entreprises.

Pour réaliser ce virage, prenons appui sur la nécessité de sortir du marché les biens communs. L'urgence environnementale est un levier pour déconstruire le mécanisme de la main invisible. C'est lui qui nous a conduit au péril écologique, c'est contre lui qu'il faut se dresser au nom des intérêts supérieurs de notre planète. Les fronts sont nombreux : gestion publique de l'eau, passage à une économie décarbonnée, lutte contre les grands projets inutiles et contre l'artificialisation des sols, dénucléarisation civile et militaire.

C'est aussi dans cette perspective qu'il faut repenser les droits de l'Homme, pour les tourner vers les droits du citoyen émancipé et autonome en réaffirmant l'exigence d'égalité. Cette nouvelle déclaration à construire doit s'adosser à des propositions concrètes sur le service public du logement, sur l'énergie, sur la santé, sur la prise de pouvoir des salariés dans les unités de production. Ces points d'appui sont eux aussi essentiels pour casser la logique de l'accumulation du capital.

Enfin, il faut revisiter l'internationalisme à la fois pour donner à lire une nouvelle critique de l'impérialisme économique et politique mais aussi pour poser les bases d'une citoyenneté universelle. La convergence des luttes européennes doit continuer à être l'axe de développement du Parti Communiste, elle est une étape dans l'internationalisation de nos combats. Les images insupportables des guerres néo-coloniales comme des exils forcés des réfugiés parqués et brutalisés par nos dites démocraties sont autant de raison de mener le combat à l'échelle européenne. C'est également dans cet espace que la lutte des classes est aujourd'hui la plus visible. Elle se révèle par les mécanismes d'optimisation fiscale et de dumping social organisés par la nomenklatura européenne. La lutte du peuple grec, comme celle du peuple espagnol est là pour témoigner de la façon dont le rapport à l'Europe est la clef de développement d'une conscience de classe.

Pour répondre à ces enjeux, il faut construire le Parti Communiste du XXI^e siècle au carrefour des luttes collectives d'émancipation sociale et environnementale. Les militants communistes ont toute leur place dans la construction d'une alternative concrète. Elle doit s'incarner pour porter ce nouveau projet de société, par une présence militante inscrite dans le quotidien, sur les marchés, sur les places, dans les quartiers et les villes populaires. Notre organisation doit gagner en horizontalité pour faire place à l'individu comme agent de solidarité. Le concours des compétences et des énergies de chacun et de chacune à hauteur de ses moyens et de ses possibilités doit être encouragé par de nouveaux outils numériques permettant de mettre en réseaux ces talents.

La diffusion de nos idées passera par l'investissement de l'ensemble des espaces d'expression ouvert par la révolution communicationnelle. Les sections communistes doivent se transformer en lieux ouverts d'éducation populaire et de construction d'intelligence collective. La force du Parti Communiste réside dans l'action de ses militants et de ses élus pour contrer les avancées du marché et proposer à toutes et tous une autre perspective. Nous devons sortir de l'à côté du monde pour l'embrasser et ouvrir l'espoir d'une révolution anthropologique majeure.